



PREFECTURE DE SAONE ET LOIRE

Direction des libertés publiques et de l'environnement
Bureau de la réglementation et de l'environnement
Associations
196 rue de Strasbourg
71021 MACON cedex 9
Tel. 03.85.21.80.13

Le numéro
W715001048 est à
rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W715001048

Ancienne référence
de l'association :
0715004972

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le préfet de Saône-et-Loire

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **03 juillet 2023**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS, SIEGE, STATUTS

dans l'association dont le titre est :

COMITE ATTAC DE MACON

dont le nouveau siège social est situé : **59 rue Jacques Prévert**
71000 Mâcon

Décision(s) prise(s) le(s) : **12 avril 2023**

Pièces fournies : **liste des dirigeants**
Procès-verbal
Statuts

Mâcon, le 19 juillet 2023

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
l'adjoint au chef de bureau

Rachet MARQUET

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.